

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie d'Eure et Loir**

11 rue du Dr André Haye – 28000 CHARTRES

---

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

### **C.C.A.P.**

---

Marché À Procédure Adaptée

Marché n° 01-2025

## **FOURNITURE, LIVRAISON, MONTAGE ET INSTALLATION DE MOBILIERS POUR TROIS ESPACES DE LA CPAM D'EURE ET LOIR à Chartres**

**Date limite de remise des offres : VENDREDI 18/07/2025 à 18h00**

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>OBJET DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
2.1	Nom et adresse de l'acheteur .....	4
2.2	Type d'acheteur .....	4
2.3	Procédure de passation .....	4
2.4	Allotissement .....	4
2.5	Forme du marché public .....	4
2.6	Durée et délais d'exécution .....	5
2.7	Pièces constitutives du marché public.....	5
<b>3</b>	<b>PRIX.....</b>	<b>5</b>
3.1	Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
3.1.1	Forfait de base .....	6
3.1.2	Prestations hors forfait à la demande.....	6
<b>4</b>	<b>MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>6</b>
4.1	Modalités de paiement.....	6
4.2	Présentation des demandes de paiement .....	7
4.3	Facturation.....	8
4.4	Délai global de paiement .....	8
4.5	Paieement des cotraitants.....	8
4.6	Nantissement et cession de créance .....	9
<b>5</b>	<b>EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>9</b>
5.1	Passation des commandes.....	9
5.2	contenu des bons de commandes .....	9
5.3	Modification des bons de commande .....	10
5.4	Modalités et Condition de livraison .....	10
5.4.1	Modalités de livraison.....	10
5.4.2	Conditions de livraison.....	10
5.4.3	Lieu(x) de livraison .....	11
5.4.4	Horaires de livraison .....	11
5.4.5	Délai de livraison.....	11
5.5	Réception des prestations .....	11
5.6	Stockage, emballage et transport des fournitures.....	12
5.7	Vérification de l'exécution des prestations - réception .....	12
5.7.1	Montage.....	12
5.7.2	Evacuation des emballages et nettoyage.....	12
5.7.3	Bon d'intervention .....	12
5.7.4	Décisions après vérification – vérifications et admission des prestations .....	13
5.8	Domages causes au matériel EXISTANT.....	13
5.9	Garantie .....	13

5.10	Devoir de conseil et d'alerte .....	14
5.11	Sous-traitance .....	14
5.11.1	Acceptation du sous-traitant .....	14
<b>6</b>	<b>REFACTIONS ET PENALITES .....</b>	<b>15</b>
6.1	Réfections .....	15
6.2	Pénalités .....	15
6.2.1	Pénalités pour inexécution des prestations ou exécution partielle .....	15
6.2.2	Pénalités pour détérioration ou perte du matériel appartenant à la CPAM.....	15
6.2.3	Pénalité pour retard le jour de l'installation et du montage .....	15
6.2.4	Pénalité pour tenue inappropriée.....	16
6.2.5	Pénalités de retard en cas de livraison .....	16
6.2.6	Pénalités pour non-remise en état du site.....	16
6.2.7	Pénalités en cas d'annulation d'une prestation.....	16
6.2.8	Pénalité pour non-respect de la facturation des prestations au bénéfice du sous-traitant	16
<b>7</b>	<b>ASSURANCES.....</b>	<b>16</b>
<b>8</b>	<b>RESILIATION DU CONTRAT .....</b>	<b>18</b>
<b>9</b>	<b>REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....</b>	<b>19</b>
<b>10</b>	<b>REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES .....</b>	<b>19</b>
<b>11</b>	<b>CLAUSES COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>19</b>
11.1	Clause de confidentialité.....	19
11.2	Clause de sécurité du système d'information.....	20
11.2.1	Obligations en matière de sécurité.....	20
11.2.2	Conditions d'accès aux sites et locaux.....	20
11.2.3	Confidentialité.....	21
11.2.4	Conditions d'accès au SI.....	21
11.2.5	Protection données.....	21
11.2.6	Protection des accès distants.....	21
11.2.7	Accès composants SI.....	22
<b>12</b>	<b>DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....</b>	<b>23</b>

## 1 OBJET DU MARCHÉ

Ce marché a pour objet la fourniture, la livraison, le montage et l'installation de mobiliers pour trois espaces de la CPAM d'Eure et Loir.

L'exécution du marché est soumise aux conditions techniques décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définissant l'ensemble des prestations à réaliser.

## 2 DISPOSITIONS GENERALES

### 2.1 NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR

*CPAM d'Eure et Loir*  
11 Rue du Dr André Haye  
28000 CHARTRES

La CPAM du d'Eure et Loir est représentée par Mme LE SUEUR AURELIE, Directrice Générale

### 2.2 TYPE D'ACHETEUR

Organisme de droit privé gérant une mission de service public soumis à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et au Code de la Commande Publique.

### 2.3 PROCEDURE DE PASSATION

Le présent marché public est passé selon la procédure adaptée définie par les articles L.2123-1, L.2323-1, R.2123-1 à R.2123-3 du Code de la commande publique.

### 2.4 ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti.

### 2.5 FORME DU MARCHÉ PUBLIC

Le présent marché est un accord cadre à bon de commande mono-attributaire sans minimum et avec un maximum pour les prestations à la demande identifiées dans le Bordereau de Prix.

Le montant maximum HT est de 85 000€ HT.

## 2.6 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

La date de prise d'effet du marché correspondra au jour où l'acte d'engagement (ATTRI1) est signé.

Le délai d'exécution du marché débutera à partir de la signature de l'acte d'engagement (ATTRI1).

Ce délai ne pourra excéder 8 semaines après la signature de l'acte d'engagement (ATTRI1), soit jusqu'au 31 octobre 2025 maximum.

Le mobilier devra être **impérativement** livré dans sa totalité entre 27 et le 31 octobre 2025.

## 2.7 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes financières (BPU et DQE) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS – arrêté du 30 mars 2021) ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de Sécurité Sociale
- L'offre du candidat.

Les exemplaires originaux des ATTRI 1, BPU, CCAP, CCTP et mémoire technique sont conservés par la CPAM d'Eure et Loir.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG-FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la proposition puis durant l'exécution du marché ne sera admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché désignées au présent article.

## 3 PRIX

### 3.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

Les prix du marché sont réputés établis en euros hors taxes.

Les prix hors TVA seront majorés du montant de la TVA en vigueur au jour de l'établissement des pièces de paiement.

Dès la prise de connaissance du dossier de consultation des entreprises au moment de la publication du présent marché, avant la remise de son offre, le soumissionnaire prendra soin de signaler par écrit via la plateforme PLACE toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaît dans l'exécution prévue.

En aucun cas le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP pour justifier une demande de supplément.

Les anomalies survenant au cours du marché et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure seront réputés être comprises dans l'économie du marché.

### **3.1.1 Forfait de base**

Les prestations seront rémunérées par application des prix forfaitaires.

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement et ses annexes financières (BPU et DQE) comprennent toutes les dépenses de main d'œuvre, fournitures et transports nécessaires ainsi que tous les frais généraux, bénéfices, frais de charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

### **3.1.2 Prestations hors forfait à la demande**

Le titulaire proposera un devis descriptif pour toute prestation hors forfait, sur la base des prix unitaires ou forfaitaire définis dans ses annexes financières de l'acte d'engagement.

Les interventions hors forfait revêtent un caractère exceptionnel. Ces prestations supplémentaires résultent obligatoirement d'un événement particulier. Ces prestations feront l'objet d'un **devis** préalable établi par le titulaire, puis l'organisme concerné émettra un bon de commande. Le règlement se fera sur présentation de la facture établie après l'exécution des prestations, conformément au bon de commande établi par l'organisme concerné et notifié au titulaire.

## **4 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### **4.1 MODALITES DE PAIEMENT**

Le mode de règlement choisi par le pouvoir adjudicateur est le virement.

## 4.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS. Elles seront transmises de manière dématérialisée, via CHORUS PRO. Outre les mentions légales, elles porteront les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA, et le cas échéant, diminué des réfections ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant, le montant de la TVA des prestations exécutées par le ou les sous-traitants) ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors taxes ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- La mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la Sécurité Sociale.

#### 4.3 FACTURATION

Les factures devront parvenir, dans la mesure du possible dans les 15 jours qui suivent la période d'exécution de la prestation. Les factures devront être adressées obligatoirement par voie dématérialisée :

- Via **CHORUS PRO** : SIRET **775 103 922 00016**

L'organisme peut subordonner le règlement des factures qui lui sont soumises à la présentation des quittances des primes d'assurance.

Les prestations supplémentaires à la demande ou en application du Bordereau de Prix Unitaires seront réglées après réalisation des prestations définies dans chaque bon de commande et feront l'objet de factures spécifiques.

#### 4.4 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'organisme, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

À compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours pour l'organisme.

#### 4.5 PAIEMENT DES COTRAITANTS

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-FCS.



#### 4.6 NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-46 et suivants du Code de la commande publique.

La CPAM d'Eure et Loir délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du titulaire.

## 5 EXECUTION DU MARCHÉ

### 5.1 PASSATION DES COMMANDES

Les commandes sont faites par **l'émission de bons de commande dès la notification du marché**. Les dates de livraison et d'installations devront être déterminées dès la signature du marché avec le pôle Achats & Budget de la CPAM d'Eure et Loir.

Les bons de commande sont établis par le Pôle Achats & Budget en charge du suivi administratif du marché. Le Pôle Logistique et technique est quant à lui en charge de l'exécution du marché.

La commande parvient au Titulaire par courriel. Les délais courent à compter de l'envoi de la commande de la CPAM au titulaire.

**Dans les 24h ouvrées** suivant la réception de la commande, le titulaire confirmera par mail, à l'adresse suivante : [gest-biens.cpam-eure-et-loir@assurance-maladie.fr](mailto:gest-biens.cpam-eure-et-loir@assurance-maladie.fr) la prise en compte du bon de commande.

Le candidat devra se mettre en conformité pour assurer la livraison du mobilier commandé par la CPAM d'Eure et Loir dans le délai imparti à l'article 2.6 du CCAP, soit entre le 27/10/2025 et le 31/10/2025.

Le titulaire prendra contact avec la CPAM d'Eure et Loir toutes les semaines afin de réaliser un suivi de la commande passée par l'organisme.

Le titulaire devra informer la CPAM d'Eure et Loir en temps utile de tout retard prévisible par rapport à la date fixée dans le bon de commande correspondant au délai inscrit à l'article 2.6 du CCAP (défaut d'approvisionnement par exemple).

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations à la CPAM d'Eure et Loir.

### 5.2 CONTENU DES BONS DE COMMANDES

Les mentions portées sur chaque bon de commande sont :

- Référence du marché et numéro du bon de commande ;
- Lieu(x) d'exécution ;
- Désignation du mobilier commandé ;
- Lieu/plan d'implantation de chaque mobilier commandé ;
- Les jours et horaires de livraison et d'installation du mobilier ;
- Le prix unitaire (sur la base du Bordereau de prix unitaires) ;

- Le montant du bon de commande en € HT et TTC ;
- Les coordonnées des « contacts » de l'Organisme et du Titulaire ;
- La date de la commande avec le nom et la signature de la personne engageant l'Organisme.

### **5.3 MODIFICATION DES BONS DE COMMANDE**

La CPAM d'Eure et Loir peut modifier le bon de commande dans un délai de huit jours à compter de la date de signature de l'acte d'engagement.

Dans cette hypothèse, l'organisme adresse un bon de commande rectificatif au titulaire. Celui-ci doit notifier son acceptation de la modification.

Le(s) délai(s) de réalisation de(s) la prestation(s) modifiée(s) est (sont) précisé(s) dans le bon de commande rectificatif.

La modification du bon de commande fait courir à nouveaux les délais pour l'application de pénalités de retard.

### **5.4 MODALITÉS ET CONDITION DE LIVRAISON**

#### **5.4.1 Modalités de livraison**

Les mobiliers devront être livrés et installés entre le 27 et le 31 octobre 2025. Les mobiliers sont livrés franco de port et d'emballage.

La livraison s'effectue dans des conditions optimales de sécurité, par des transporteurs professionnels. Les mobiliers doivent être emballés individuellement puis regroupés sous emballage spécialisé. Les frais et risques afférents au transport des mobiliers demeurent à la charge du titulaire.

Le(s) mobilier(s) reçu(s), seront stocké(s) au sein du site de livraison indiqué par la CPAM d'Eure et Loir en attendant la prestation d'installation et de montage du titulaire. Lors de la livraison, le titulaire déchargera le mobilier et le transportera au lieu de stockage indiqué par les équipes logistiques et techniques de l'organisme. Il est à vérifier lors de la livraison du matériel tout dommage ayant pu être causés lors du transport. Cette vérification de bon état du mobilier se fera par les équipes logistiques et techniques de la CPAM d'Eure et Loir et la présence du titulaire sera requis.

Le mobilier défectueux sera repris à la charge du titulaire et n'occasionnera aucun frais pour l'organisme concerné.

Si les locaux sont opérationnels pour recevoir directement le mobilier, la transition par la zone de stockage sera supprimée. Le montage sera donc réalisé simultanément.

#### **5.4.2 Conditions de livraison**

Concernant la livraison du mobilier, le titulaire prendra rendez-vous avec le Responsable du Pôle Logistique et Technique afin de se coordonner sur la date de livraison qui se déroulera lors de la semaine du 27 au 31/10/2025. Le titulaire devra déterminer au Responsable du Pôle Logistique et Technique, le nombre de personnes intervenant sur le site lors de la livraison.

Lors de la livraison du mobilier, le titulaire contactera le Responsable du Pôle Logistique et Technique afin de lui signaler sa présence sur le site. Le titulaire déchargera le mobilier livré avec son propre matériel. En aucun cas, les agents de la CPAM d'Eure et Loir seront habilités pour décharger le mobilier livré.

Les agents du Pôle Logistique et Technique guideront le personnel du titulaire afin de leur indiquer où le mobilier doit être stocké avant la prestation de montage et d'installation.

Lors de la notification, le contact du Responsable du Pôle Logistique et Technique sera transmis à l'interlocuteur principal du marché.

Le titulaire veillera à limiter l'impact environnemental lors du transport et de la livraison des fournitures décrites dans l'objet du marché.

#### **5.4.3 Lieu(x) de livraison**

CPAM d'Eure et Loir	SITE	ADRESSE
	CHARTRES	Point de livraison CPAM 12 rue Charles Victor Garola 28000 CHARTRES

#### **5.4.4 Horaires de livraison**

CPAM d'Eure et Loir	SITE	HORAIRES
	CHARTRES	Du Lundi au Vendredi de 8h30 à 16h00 (sur rendez-vous)

#### **5.4.5 Délai de livraison**

Le délai d'exécution du marché débutera à partir de la signature de l'acte d'engagement (ATTRI1).

Ce délai ne pourra excéder 8 semaines après la signature de l'acte d'engagement (ATTRI1), soit jusqu'au 31/10/2025 maximum.

Le mobilier devra être **impérativement** livré dans sa totalité et installé entre le 27 et le 31/10/2025.

### **5.5 RECEPTION DES PRESTATIONS**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le représentant du Pôle Logistique et Technique (PLT) au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service conformément aux articles 27 et 28 C.C.A.G.-F.C.S.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 du C.C.A.G.-F.C.S.

## **5.6 STOCKAGE, EMBALLAGE ET TRANSPORT DES FOURNITURES**

Le stockage, l’emballage et le transport des fournitures seront exécutés selon les conditions de l’article 20 du CCAG-FCS de 2021.

Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Il en est de même pour le transport s’effectuant sous responsabilité du titulaire jusqu’au lieu de livraison.

En cas d’articles endommagés, le titulaire devra remplacer l’article défectueux dans les 10 jours suivant sa livraison sous peine de pénalités inscrites dans l’article 8 du présent CCP.

## **5.7 VERIFICATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS - RECEPTION**

### **5.7.1 Montage**

Les meubles commandés dans le cadre du présent marché devront être livrés, montés et installés par le titulaire, selon les modalités indiquées par la CPAM d’Eure et Loir.

Les opérations de livraison, de montage et d’installation sont à la charge du titulaire. Les prix correspondants sont compris dans les prix du marché. Les opérations de montages comprennent la mise en œuvre du plan de disposition de mobiliers propres à chaque pièce.

L’équipe logistiques et techniques de la CPAM d’Eure et Loir seront présentes pour aider le titulaire à la bonne répartition des mobiliers selon l’implantation retenue pour la disposition du mobilier.

### **5.7.2 Evacuation des emballages et nettoyage**

À l’issue du montage et de l’installation du mobilier, le titulaire est chargé d’évacuer les emballages et de nettoyer les locaux ainsi que le mobilier installé, sans que cela conduise à un coût supplémentaire. Le coût est compris dans le prix du marché.

Le non-respect de cette clause pourra déclencher une pénalité.

### **5.7.3 Bon d’intervention**

À l’issue de chaque intervention, et après vérification des prestations réalisées, le titulaire doit fournir un bon d’intervention. Celui-ci devra être daté, cacheté et signé par les deux parties. Une copie sera remise à la CPAM concernée.

Le bon d’intervention devra prendre en compte les mentions suivantes :

- Le(s) lieu(x) d’intervention, la liste et le détail des prestations réalisées, l’heure de début et de fin d’intervention
- Le nom et la signature du représentant de l’organisme et du titulaire
- La mention de toute détérioration, perte ou vol de biens constaté lors de l’intervention concernée

- D'éventuelles réserves ou observations relatives à la prestation réalisée qui devront être suivies d'effets pour y remédier.

#### **5.7.4 Décisions après vérification – vérifications et admission des prestations**

Le titulaire livrera un équipement complet, en parfait état d'utilisation et répondant au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les opérations de vérification quantitative sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du chapitre V du CCAG FCS de 2021.

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des prestations et des services s'effectuent conformément aux dispositions du chapitre V du CCAG-FCS.

Toutes fourniture présentant un défaut de fabrication constaté dans un délai de 30 jours après sa date de livraison, fera l'objet d'un remplacement systématique par le fournisseur. Ce remplacement devra s'effectuer sans frais supplémentaire pour l'organisme et aura un délai ne pouvant excéder 10 jours ouvrés maximum suivant la restitution des fournitures défectueuses.

Le mobilier défectueux sera repris à la charge du titulaire dans un délai de 10 jours ouvrés.

Tous les articles devront être conformes aux normes françaises ou européennes.

### **5.8 DOMMAGES CAUSES AU MATERIEL EXISTANT**

Lors de chaque opération réalisée par le titulaire, celui-ci veillera à ce que le mobilier déplacé reste en état d'usage sans détérioration.

En cas de perte ou de dommage constaté sur du mobilier déjà existant ou tout autres dommages causés (détérioration portes, de tuyaux), l'organisme concerné avertira le titulaire du dégât causé. Pour cela, une pénalité sera appliquée.

Le titulaire précise dans son mémoire technique ses conditions d'indemnisation selon la nature des biens et le type de dommage. À défaut, les dommages seront couverts à hauteur des minimas de la profession.

### **5.9 GARANTIE**

Le mobilier fait l'objet d'une garantie contre tout vice de conception, de matière, de réalisation, de pose, d'installation, et de montage pendant un délai de trois (3) ans minimum à partir de sa réception et de la fin de montage, sans réserve par la CPAM d'Eure et Loir.

L'ensemble des opérations (livraison, installation, enlèvement, remise en état, remplacement...) est pris en charge par le titulaire. Le personnel de l'organisme ne doit pas intervenir dans le processus.

Les dommages causés par des circonstances de force majeure telles que définies par la jurisprudence ou, par faute prouvée de l'utilisateur sont exclus de la garantie.

## **5.10 DEVOIR DE CONSEIL ET D'ALERTE**

Le Titulaire est astreint à un devoir de conseil et de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. À ce titre, il doit présenter à la CPAM d'Eure et Loir, sous une forme adaptée, toutes les propositions utiles de nature, notamment, à améliorer les conditions de mise en œuvre ou la qualité des prestations objets du présent marché.

Le Titulaire assure également auprès de la CPAM d'Eure et Loir un devoir d'alerte sur tous les événements ou les faits pouvant compromettre l'exécution du marché dont il a la responsabilité sans délai à compter de la connaissance de l'évènement et propose les mesures adaptées pour les faire cesser.

## **5.11 SOUS-TRAITANCE**

### **5.11.1 Acceptation du sous-traitant**

En application de l'article L.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché être déclaré à la CPAM d'Eure et Loir afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient agréées.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément des organismes, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent, téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

La CPAM d'Eure et Loir doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), la CPAM d'Eure et Loir est réputée avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le titulaire remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (article R.2191-1 du code de la commande publique).

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

Toute sous-traitance occulte découverte fortuitement par la CPAM d'Eure et Loir pourra faire l'objet d'une résiliation aux torts du titulaire en cas d'impossibilité de régulariser la situation.

## 6 REFACTIONS ET PENALITES

### 6.1 REFACTIONS

Seules les prestations effectivement exécutées de façon satisfaisante donnent droit à paiement.

Ainsi, lorsque la CPAM d'Eure et Loir estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Lorsque la CPAM d'Eure et Loir estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, elle en prononce le rejet partiel ou total.

Les décisions de réfaction ou de rejet ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ou son représentant ait été convoqué pour être entendu. Ces décisions sont motivées.

Dans l'ensemble des cas cités ci-dessus, l'organisme concerné en informera la CPAM d'Eure et Loir dans un souci de traçabilité.

### 6.2 PENALITES

Indépendamment et cumulativement, il pourra être fait application de pénalités sans mise en demeure préalable et par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS :

#### 6.2.1 Pénalités pour inexécution des prestations

Les prestations non exécutées ne sont pas réglées à l'entreprise. La non-exécution des prestations sont attestées par les contrôles sur place de la CPAM d'Eure et Loir. Elle entraîne une pénalité forfaitaire de 100€ TTC pour le préjudice subi par l'organisme du fait de la non-réalisation de l'opération de montage et d'installation dans le délai imposé par la CPAM d'Eure et Loir à l'article 2.6 du présent CCAP.

#### 6.2.2 Pénalités pour détérioration ou perte du matériel appartenant à la CPAM

En cas de perte ou de dommage constaté sur du mobilier déjà existant ou tout autres dommages causés (détérioration portes, de tuyaux), la CPAM avertira le titulaire du dégât causé. Pour cela, une pénalité sera appliquée.

Le montant de la pénalité à la charge du titulaire sera de 100 € HT minimum et pourra aller jusqu'au coût de remplacement du matériel endommagé et/ ou travaux à réaliser.

#### 6.2.3 Pénalité pour retard le jour de l'installation et du montage

Un accord est réalisé entre la CPAM d'Eure et Loir et le titulaire afin de définir la date ainsi que l'heure du début de la prestation d'installation du mobilier ou de son montage.

En cas retard d'une heure à cet horaire fixé comme un accord commun, le titulaire a l'obligation de prévenir la CPAM d'Eure et Loir. En cas de non-information de ce retard, la pénalité sera de 100 € HT.

#### **6.2.4 Pénalité pour tenue inappropriée**

Lors de l'installation et du montage des mobiliers, le personnel du titulaire devra porter les équipements de protection individuel afin de garantir sa sécurité. Une pénalité sera appliquée à chaque constatation du non port de ces équipements. Celle-ci sera de 100 € HT par EPI non porté (chaussure de sécurité..).

#### **6.2.5 Pénalités de retard en cas de livraison**

Lorsque le délai contractuel de livraison du mobilier est dépassé, le titulaire encourt une pénalité par jour ouvré de retard, sans mise en demeure préalable. **Le montant de la pénalité à la charge du titulaire sera de 150 € HT à compter du 03 novembre 2025.**

#### **6.2.6 Pénalités pour non-remise en état du site**

Lorsque la livraison et l'installation du mobilier est terminé, il est prévu à l'article 5.7.2 « Évacuation des emballages et nettoyage » du présent CCAP, que le mobilier doit être nettoyé, ainsi que les locaux. Les déchets liés aux emballages du mobilier doivent être retirés.

En cas de non-respect de cette obligation contractuelle, une pénalité de 100 € HT sera appliquée.

#### **6.2.7 Pénalités en cas d'annulation d'une prestation**

En cas d'annulation de la part d'une des deux parties dans un délai inférieur à 24 heures ouvrées, d'une opération définie en amont et en accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur, la partie annulant la prestation s'expose à une pénalité.

Cette pénalité est de 200€ HT.

En cas d'évènements majeurs imprévus (crise sanitaire, émeutes, coupures d'électricité, inondations, incendies...), les pénalités ne se seront pas appliquées.

#### **6.2.8 Pénalité pour non-respect de la facturation des prestations au bénéfice du sous-traitant**

Lors de chaque opération, l'organisme vérifiera la relation unissant le salarié à son entreprise. Ainsi, lors de la facturation, si la mention du sous-traitant et des sommes lui revenant n'est pas renseignée, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 50 € HT.

## **7 ASSURANCES**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est Titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.



Le titulaire prend les précautions nécessaires pour éviter les accidents de son personnel et celui des agents des CPAM, des assurés et des visiteurs.

Le titulaire garantit les risques d'accidents professionnels liés à l'exécution des travaux qui pourraient se produire tant sur les lieux de travail que pendant les trajets et déplacements vers le site ou requis par ses prestations au titre des missions afférentes au contrat.

Le titulaire s'engage à souscrire à une police d'assurance. Cette police doit couvrir tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment accident, incendie, explosion, vol, dégât des eaux, conséquence d'un défaut.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès des CPAM, de tous dommages, dégâts, vols, accidents et autres sinistres causés par négligence, manquement dans l'exécution du contrat ou tout autre cause pouvant lui être imputée.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par le contrat et ne se termine qu'à l'expiration de celui-ci.

Pour tout matériel confié au personnel titulaire, l'entretien de routine et l'usage selon les règles de l'art et de la législation de sécurité, restent sous la responsabilité du titulaire.

Le titulaire est tenu de faire assurer à ses frais, préalablement à leur mise à disposition et tant qu'il en dispose, les matériels et objets qui lui sont confiés.

Sa responsabilité protège les CPAM contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'ils proviennent, pour toute cause pouvant lui être imputée.

Le titulaire doit justifier, avant tout commencement d'exécution, qu'il a souscrit auprès de compagnies notoirement solvables, une assurance couvrant notamment, en autres garanties, les conséquences pécuniaires qu'il peut encourir dans le cas de dommages causés aux tiers et/ou à la CPAM d'Eure et Loir et engageant sa responsabilité.

Les polices d'assurance doivent être communiquées à la CPAM d'Eure et Loir au plus tard dans le mois qui suit la notification du présent marché, accompagnées d'une déclaration de la compagnie d'assurance précisant qu'elle dispose d'une expédition certifiée du texte et du présent CCAP. Cette déclaration précise la nature, le montant, la durée de garantie et les franchises éventuelles des contrats d'assurances souscrits par le titulaire.

Les organismes peuvent à tout moment se faire justifier par le titulaire du paiement régulier des primes d'assurances.

Le titulaire doit prévenir les organismes de toute modification dans ses qualifications et ses polices d'assurance dans un délai d'un mois à compter de la date de la modification.

Les clauses d'assurances initiales et celles résultant d'une modification de police sont soumises aux organismes qui peuvent demander une extension de garantie après concertation avec le titulaire et éventuellement son assureur.

La CPAM d'Eure et Loir décline toute responsabilité pour les dommages quelconques causés par le titulaire dans l'immeuble ou ses abords, aux installations d'appareils, véhicules, etc., appartenant au titulaire, et pour les dommages causés à ses employés.

## 8 RESILIATION DU CONTRAT

La résiliation décidée par le pouvoir adjudicateur correspondra à une des hypothèses du chapitre 7 du CCAG-FCS.

En complément de l'article 41 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute du titulaire, la CPAM d'Eure et Loir devra faire une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution, notifiée au titulaire soit :

- Par courrier électronique avec accusé de lecture ;
- Par la plateforme de dématérialisation des marchés ;
- Par courrier postal en recommandé avec accusé de réception ;
- Par remise en main propre.

Le délai d'exécution sera au libre choix de la CPAM d'Eure et Loir défini en fonction de la gravité des faits.

Une résiliation pour faute du titulaire interdit le versement d'une quelconque indemnité au titulaire.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-8 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, le contrat sera résilié pour faute du titulaire, qui ne percevra aucune indemnité.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général le titulaire ne percevra aucune indemnité.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, la CPAM d'Eure et Loir se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

En cas d'interruption de service par le titulaire pendant plus de quarante-huit (48) heures sur le site de CHARTRES, sans accord préalable de la CPAM d'Eure et Loir, celle-ci pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier. La CPAM d'Eure et Loir adressera au préalable une mise en demeure transmise, au choix :

- Par courrier électronique avec accusé de lecture ;
- Par la plateforme de dématérialisation des marchés ;
- Par courrier postal en recommandé avec accusé de réception ;
- Par remise en main propre.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, en cas d'interruption de service par le titulaire sur au moins sur le site de CHARTRES pendant plus de 8 jours ouvrés, la CPAM d'Eure et Loir se réserve le droit de résilier le marché sans mise en demeure préalable. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des clauses de confidentialité, la CPAM d'Eure et Loir se réserve le droit de résilier le contrat sans mise en demeure préalable, de manière immédiate, pour faute du titulaire. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

## 9 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Coordonnateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

La CPAM d'Eure et Loir adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du contrat est prononcée. Ce délai d'un (1) mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du contrat, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

## 10 REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Toute contestation relative à l'exécution du présent marché sera de la compétence exclusive du Tribunal Judiciaire de Chartres.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 11 CLAUSES COMPLEMENTAIRES

### 11.1 CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire considérera comme strictement confidentielle, et s'interdit de divulguer, toute information, document, donnée ou concept dont il pourra avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat. Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés comme de lui-même. Le titulaire, toutefois, ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation, ou, s'il en avait connaissance, ou les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

Les supports informatiques et documents fournis par les CPAM d'Eure et Loir titulaire restent leur propriété.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la société prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Conformément à l'article 29 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la société s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

La société s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue au présent contrat, l'accord préalable du propriétaire du fichier est nécessaire ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- Et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

À ce titre, la société ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de la CPAM d'Eure et Loir.

La CPAM d'Eure et Loir se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par la société.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

La CPAM d'Eure et Loir pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## **11.2 CLAUSE DE SECURITE DU SYSTEME D'INFORMATION**

### **11.2.1 Obligations en matière de sécurité :**

Le titulaire s'engage dans chaque intervention (livraison, installation, configuration, mise en service, maintenance, dépannage, retrait, etc.) à respecter les règles d'accès physique aux locaux et les procédures et pratiques de sécurité de l'information en vigueur dans l'Organisme, dont la Politique de Sécurité du Système d'Information (PSSI) basée sur la norme ISO27002. En cas de recours à la sous-traitance, le titulaire doit répercuter l'ensemble des exigences de sécurité qui lui sont applicables vers le sous-traitant.

### **11.2.2 Conditions d'accès aux sites et aux locaux :**

Des autorisations d'accès physiques, adaptées aux prestations réalisées et limitées en durée, seront attribuées aux préposés du titulaire. Seuls les représentants du titulaire intervenant quotidiennement sur les sites de l'Organisme pourront bénéficier d'autorisations de longue durée et de moyens d'accès physiques dédiés sur la période allant du 20 octobre au 31 octobre 2025.

Les interventions du titulaire doivent être planifiées et effectuées après validation d'un service technique de l'Organisme. Pendant leur présence dans les locaux de l'organisme, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité aux locaux des visiteurs, établies et communiquées au titulaire par l'Organisme.

Sauf exceptions dûment justifiées, l'Organisme veille à la présence effective de l'un de ses préposés qualifiés, pendant la durée d'intervention des personnels du titulaire, de telle sorte que toute mesure utile puisse être prise en cas d'accident.

Chaque intervention du titulaire doit être tracée au travers d'un bon de passage ou d'un enregistrement dans une main courante.

#### **11.2.3 Confidentialité :**

Les obligations du titulaire en matière de confidentialité sont détaillées dans l'article 5 du C.C.A.G.-FCS et les clauses complémentaires du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Le titulaire s'astreint également à l'application du droit d'en connaître : n'accéder qu'aux documents et informations strictement nécessaires à la réalisation des prestations du marché.

Le titulaire est tenu au respect de la réglementation relative à la protection des données nominatives, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché (loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### **11.2.4 Conditions d'accès au Système d'Information :**

Des accès au système d'information ne seront fournis aux préposés du titulaire qu'en cas de justifications valides et en rapport avec les prestations réalisées.

Les accès aux postes de travail de l'Organisme s'effectuent au travers d'un mécanisme d'authentification forte.

#### **11.2.5 Protection des données :**

L'attribution des accès est conditionnée au respect des mesures de protection décrites dans la Charte d'Utilisation des Ressources Informatiques en vigueur dans l'Organisme. Un exemplaire de la charte sera remis aux préposés du titulaire concerné.

Le titulaire s'engage à préserver l'intégrité et la confidentialité des données contenues sur les ressources du système d'information mis à disposition. Le titulaire mettra en place les mesures techniques et organisationnelles préconisées par l'Organisme de nature à empêcher tout accès ou utilisations fraudueuses des données et à prévenir toute perte, altération ou/et destruction des données.

Le titulaire s'engage à ne faire aucun autre usage des données que celui pour lequel le présent marché est conclu. Il s'engage à restituer ou effacer l'ensemble des données à l'issu du présent marché.

#### **11.2.6 Protection des accès distants :**

En cas de nécessité d'accès à distance au système d'information de l'Organisme à partir des locaux du titulaire ou d'un sous-traitant, y compris pour un accès ponctuel, les engagements du titulaire concernant la télémaintenance devront être formalisés dans un document spécifique intitulé « Sécurité des télémaintenances ». Ils portent notamment sur un accès limité aux seules ressources et

informations strictement nécessaires à la télémaintenance et au respect de la confidentialité des données potentiellement accédées.

#### **11.2.7 Accès aux composants du SI :**

Toute installation ou modification d'un élément du SI ne peut être réalisée par le titulaire qu'après validation et sous le contrôle du personnel informatique habilité de l'Organisme.

Si un intervenant du titulaire a besoin de se connecter à un système d'exploitation d'un composant du système d'information de l'Organisme, il doit utiliser un compte spécifique permettant de garantir l'imputabilité de ses actions.

##### **a) Remontées d'incidents :**

Un préposé du titulaire qui détecte au cours d'une intervention un incident impactant la sécurité du système d'information doit le signaler sans délai et selon la procédure en vigueur auprès du personnel de l'Organisme présent sur le site.

##### **b) Fin de la prestation :**

À chaque fois qu'un salarié ou sous-traitant du titulaire ne participe plus à la réalisation de la prestation, mais aussi à l'issue du marché, le titulaire doit restituer au représentant de l'Organisme l'intégralité des moyens d'accès physiques et logiques, la documentation, les données et supports informatiques qui ont pu être remis au cours de la prestation.

L'Organisme modifiera ou supprimera également les identifiants, codes et mots de passe des préposés du titulaire des systèmes de sécurité physiques et logiques.

##### **c) Sensibilisation – Information :**

Le titulaire doit informer ses salariés et sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

À cet effet, le titulaire doit remettre systématiquement un exemplaire du « livret de Sécurité du prestataire » à chaque intervenant. Ce livret joint au Dossier de Consultation des Entreprises est opposable au titulaire et a valeur contractuelle.

##### **d) Sanctions applicables :**

En cas de manquement par le titulaire, ses préposés et/ou ses sous-traitants, aux obligations précitées, sont applicables l'ensemble des sanctions prévues au présent marché.


Au surplus, et pendant toute la durée du marché, en cas de manquements aux règles de sécurité, l'Organisme se réserve le droit de demander de manière motivée la récusation des personnels du titulaire concerné. Le titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels dont la récusation est demandée en proposant, sans délai, un personnel de remplacement de qualifications et de compétences équivalents.

## 12 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Hormis les dérogations du présent CCAP rappelées ci-après, le titulaire reste soumis au CCAG-FCS 2021.

Article du CCAP	Dérogation du CCAG	Objet de la dérogation
Art. 6.3	Art.14	Pénalités
Art. 9	Art. 41, 42 et 45	Résiliation

**\*\*Fin du CCAP\*\***

 **CAISSE PRIMAIRE  
D'ASSURANCE MALADIE  
D'EURE-&-LOIR**  
11, rue du Docteur A. Haye  
28034 CHARTRES CEDEX